

L'IDEE DE DICTATURE HERITAGE DE LA BOURGEOISIE...

S'il est incontestable que l'idée des Conseils est un produit naturel du socialisme libertaire, qui s'est peu à peu développé au sein du mouvement ouvrier révolutionnaire et, à vrai dire, en opposition à toutes les traditions de l'idéologie bourgeoise et de sa conception de l'Etat, on ne peut en dire autant de celle de la dictature.

L'odée de dictature n'a pas son origine dans le fond d'idées socialistes. Loin d'être le fruit du mouvement ouvrier, c'est un funeste héritage de la bourgeoisie, dont on a voulu faire bénéficier le prolétariat. Elle est étroitement liée à la recherche du pouvoir politique, issue elle aussi des partis politiques bourgeois.

La dictature est une forme spéciale du pouvoir d'Etat, à savoir l'Etat sous le règne de l'état de siège. Comme tous les autres partisans de l'idée d'Etat, les porte-parole de la dictature partent du préjugé que l'on peut dicter et imposer d'en haut au peuple ce qui est prétendument «bien» et provisoirement nécessaire. Ce préjugé, à lui seul, fait déjà de la dictature un obstacle majeur à la révolution sociale, dont l'élément vital propre est l'initiative directe et la participation constructive des masses. La dictature est la négation du devenir organique, de la construction naturelle du bas vers le haut, l'affirmation que le peuple est mineur et la mise sous tutelle des masses par la violence d'une petite minorité. Ses partisans, même animés des meilleures intentions, seront toujours poussés par la logique de fer des choses dans le camp du despotisme le plus extrême.

Bakounine l'avait déjà fort justement vu, lorsqu'il écrivait par exemple: *«La raison principale, pour laquelle toutes les autorités révolutionnaires d'Etat du monde ont toujours aussi peu fait avancer la Révolution, doit être recherchée dans le fait qu'elles ont toujours voulu le faire de leur propre autorité et par leur propre pouvoir. Aussi n'ont-elles jamais pu obtenir que deux résultats: elles ont été, en premier lieu, obligées de limiter à l'extrême l'action révolutionnaire, car il est évidemment impossible aux dirigeants révolutionnaires, même les plus intelligents, les plus énergiques et les plus sincères, d'embrasser d'un seul coup d'œil tous les problèmes et tous les intérêts et parce que toute dictature - que ce soit celle d'un individu ou d'un comité révolutionnaire - ne peut nécessairement être que très bornée et aveugle, n'étant en mesure ni de pénétrer à fond la vie du peuple ni de la saisir dans toute son étendue, comme le navire le plus puissant ne peut mesurer toute la largeur et la profondeur de la mer. En deuxième lieu, parce que toute action qui est imposée au peuple par un pouvoir officiel et des lois édictées en haut éveille obligatoirement dans les masses un sentiment d'indignation et de réaction».*

Les leçons de la Révolution Française:

L'inlassable dénigrement par Lénine et ses partisans de toutes les tendances socialistes qui ne leur conviennent pas comme «petites-bourgeoises» rend un son carrément comique, venant de gens qui sont, quant à eux, restés plongés jusque par-dessus la tête et sans espoir dans les eaux de l'idéologie politique de la petite-bourgeoisie! C'est par exemple au parti petit-bourgeois des Jacobins que nos socialistes d'Etat ont emprunté l'idée de dictature, ce même parti qui a traité de crime toute grève et interdit sous peine de mort les organisations syndicales. Saint-Just et Couthon furent ses porte-parole les plus énergiques et Robespierre agit sous leur influence, après avoir rejeté quelque temps cette idée, et, en vérité, par peur que Brissot ne devienne dictateur. Marat lui-même flirta beaucoup avec l'idée de

dictature, bien qu'il en vît clairement le danger et demandât en conséquence un dictateur «avec un boulet au pied».

La représentation fautive et unilatérale que donnent de la Révolution française les historiens bourgeois radicaux a fortement influencé la plupart des socialistes et grandement contribué à conférer à la «dictature des Jacobins» une auréole encore renforcée par l'exécution de ses principaux chefs. La plupart des hommes n'ont en effet que trop tendance à tomber dans un culte des martyrs, qui les rend incapables de critiquer les personnes et les actes. Louis Blanc, plus que tout autre, a contribué avec sa grosse *Histoire de la Révolution* à cette glorification sans aucun esprit critique du jacobinisme.

Devant les grandes conquêtes révolutionnaires, l'abolition du système féodal et de la monarchie absolue, que les historiens se sont plus à présenter comme l'œuvre des Jacobins et de la «Convention révolutionnaire», naquit au cours du temps une conception totalement fautive de l'histoire de la Révolution. Nous savons aujourd'hui que la description généralement reçue de la grande Révolution repose sur une méconnaissance complète des faits historiques, que ses conquêtes véritables et impérissables sont uniquement dues à la révolte des paysans et des prolétaires des villes et ce, contre la volonté de l'Assemblée nationale, puis de la Convention. Les Jacobins et la Convention s'opposèrent toujours, et de la manière la plus énergique, aux innovations radicales, jusqu'à ce que, placés devant des faits accomplis, ils ne puissent maintenir leur opposition. Ainsi l'abolition du système féodal est-elle due uniquement aux soulèvements ininterrompus des paysans, que les partis politiques avaient déclarés hors-la-loi et poursuivaient de façon très rigoureuse. En 1792, encore, l'Assemblée nationale confirmait le système féodal et ce n'est qu'en 1793, après que les paysans aient arraché leurs droits de haute lutte, que la Convention sanctionna l'abolition des droits féodaux. Et il en fut de même avec l'abolition de la monarchie.

Les premiers fondateurs d'un mouvement socialiste populaire en France provenaient du camp jacobin et il n'est que naturel qu'il leur soit resté quelques marques de leur passé. En fondant la *Conjuration des Egaux*, Babeuf, Darthé, Buonarrotti, etc... se proposaient de transformer, par une dictature révolutionnaire, la France en un Etat communiste agraire. En tant que communistes, Ils avaient reconnu que les idéaux de la grande Révolution, comme ils les comprenaient, ne pouvaient être réalisés que par la solution de la question économique. Mais, en tant que Jacobins, ils croyaient que ce but ne pouvait être atteint qu'au moyen d'un gouvernement doté de pouvoirs extraordinaires. La croyance en la toute-puissance de l'Etat, qui avait trouvé sa forme extrême dans le jacobinisme, leur était devenue trop personnelle pour qu'ils puissent seulement percevoir une autre voie.

Babeuf et ses camarades moururent pour leurs convictions, mais leurs idées restèrent vivantes dans le peuple et trouvèrent sous Louis-Philippe asile dans les sociétés secrètes babouvistes. Des hommes comme Barbès et Blanqui œuvrèrent dans leur sens, cherchant à établir une «dictature du prolétariat» pour réaliser les buts de leur communisme d'Etat.

C'est à ces hommes que Marx et Engels ont emprunté l'idée de dictature du prolétariat, formulée par exemple dans le «Manifeste communiste». Eux aussi n'entendaient pas par là autre chose que l'établissement d'un pouvoir central fort, qui aurait pour tâche de briser définitivement, par des lois coercitives et radicales, la domination de la bourgeoisie, de préparer et d'accomplir la transformation de la société dans le sens socialiste.

Marx et Engels, également passés du camp de la démocratie bourgeoise au socialisme, étaient profondément imprégnés des traditions jacobines. De plus, le mouvement socialiste de cette époque, pas encore assez développé - à l'exception de Proudhon et de ses amis - pour se tracer son propre chemin, restait ainsi plus ou moins dépendant des traditions bourgeoises. C'est seulement avec le développement du mouvement ouvrier à l'époque de l'*Internationale* que vint le moment où les socialistes furent en état de se dépouiller des derniers restes de ces traditions pour marcher totalement à leur propre pas.

Conquête ou destruction de l'Etat:

L'idée des conseils fut le dépassement pratique de l'idée d'Etat et de politique du pouvoir, sous quelque

forme que ce soit; en tant que telle, elle s'oppose directement à toute dictature, qui non seulement veut sauvegarder l'instrument du pouvoir des classes dominantes, c'est-à-dire l'Etat, mais encore et bien plus, aspire au développement maximum de sa puissance.

Les pionniers du système des conseils avaient fort bien compris qu'en même temps que l'exploitation de l'homme par l'homme devait aussi disparaître la domination de l'homme sur l'homme. Ils savaient également que l'Etat, cette incarnation de la violence organisée des classes possédantes, ne pourrait jamais être transformé en un instrument de libération du travail. En conséquence, ils étaient d'avis que la destruction du vieil appareil d'Etat devait constituer la tâche principale de la révolution sociale, et ceci afin de rendre impossible toute nouvelle forme d'exploitation. Aux fameux congrès de La Haye, en 1872, le porte-parole de la minorité fédéraliste, James Guillaume, exprima clairement cette idée, en opposant à la conquête du pouvoir politique l'exigence fondamentale de sa destruction totale.

Que l'on ne nous objecte pas que la dictature du prolétariat est un cas tout à fait particulier, que l'on ne peut comparer avec aucune autre dictature puisqu'il s'agit de la dictature d'une classe. Cette interprétation sophistiquée n'est qu'un moyen subtil de tromper les nigauds sur le vrai caractère de la chose. Quelque chose comme la dictature d'une classe est absolument impensable, puisqu'il ne s'agit en fin de compte que de la dictature d'un certain parti, qui prétend parler au nom d'une classe, comme la bourgeoisie justifiant «au nom du peuple» ses actes les plus despotiques.

C'est précisément au sein de tels partis, qui accèdent pour la première fois au pouvoir, que la prétention à l'infailibilité des individus est particulièrement développée et ses conséquences particulièrement funestes. Le parvenu du pouvoir est en règle générale encore plus repoussant et dangereux que le parvenu de la richesse.

L'exemple russe est sur ce point un exemple modèle. On ne peut déjà même plus parler dans son cas de la dictature d'un parti, mais tout au plus de celle d'une poignée d'hommes, sur lesquels le parti lui-même n'a aucune influence. L'immense majorité du peuple russe est hostile à la domination de cette oligarchie, qui a même depuis longtemps perdu toute la sympathie dont elle jouissait dans la grande majorité de la classe ouvrière. Si les ouvriers russes - je m'abstiens volontairement de parler ici des paysans, leur hostilité au gouvernement soviétique étant généralement connue - étaient aujourd'hui en mesure de procéder à des élections libres aux soviets, le règne des Bolchéviks dans son ensemble, s'écroulerait en quelques heures comme un château de cartes. Ce n'est pas la volonté d'une classe qui s'exprime aujourd'hui en Russie dans la fameuse «dictature du prolétariat», mais simplement la force des baïonnettes. Sous la «dictature du prolétaria », la Russie s'est transformée en une immense prison, où toute trace de liberté a été systématiquement effacée, sans que l'on se soit pour autant rapproché des buts initiaux de la Révolution. Au contraire: on s'en est toujours plus éloigné et, en vérité, dans la mesure même où le pouvoir de la nouvelle aristocratie s'est accru et où l'initiative révolutionnaire du peuple s'est étouffée. On en est arrivé aujourd'hui au point de renoncer définitivement aux prétendus buts de 1917 et de repasser avec armes et bagages dans le camp capitaliste. Certes, on fait tout ce que l'on peut pour dissimuler la grande retraite derrière toute sorte de finesses dialectiques - quel général battu n'en fait autant? - mais les plus complaisants artifices sophistiqués de Lénine et de Radek ne sont plus aujourd'hui en mesure de tromper sur les faits les plus simples. La fameuse «dictature du prolétariat» a non seulement fait du travailleur russe le plus asservi des esclaves, mais elle a aussi ouvert la voie à une nouvelle domination de la bourgeoisie.

Rudolf ROCKER.
